

Questions orales

M. Wilson: Nous devrions examiner le principe que le premier ministre a clairement établi aujourd'hui et à de nombreuses reprises à la Chambre. Nous allons publier un document qui exposera certaines des options possibles.

Des voix: Quand?

M. Wilson: Quand nous aurons eu des discussions avec les députés d'en face ainsi qu'avec un certain nombre d'organismes qui émettent déjà leur opinion de façon franche et positive. J'invite les députés d'en face à en faire autant . . .

Des voix: Tenons un débat.

M. Wilson: . . . car c'est ainsi que nous aboutirons à une décision.

LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur le Président, c'est encore plus incroyable. Pardonnez-moi si je me trompe, mais j'ai cru entendre à l'instant le premier ministre dire que vous saviez exactement où vous alliez.

M. Chrétien: Oui, il vient juste de le dire. Vous êtes honnête, Mike; vous ne le savez pas et nous savons que vous l'ignorez.

M. Johnston: Le ministre des Finances reconnaît-il qu'il contredit la déclaration que vient de faire le premier ministre?

M. Chrétien: Vous le savez oui ou non?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Encore une fois, monsieur le Président, nous voyons les députés d'en face déformer les paroles que le premier ministre vient de prononcer.

Des voix: Oh, oh!

M. Gauthier: Osez prétendre qu'il ne l'a pas dit.

M. Chrétien: Nous allons vous envoyer l'enregistrement, Mike.

M. Wilson: Le premier ministre a dit qu'il savait exactement où nous allions. Nous voulons tenir un débat, un débat rationnel et honnête.

Des voix: Bravo!

M. Wilson: Monsieur le Président, si vous le permettez, je voudrais donner une réponse claire et nette.

Des voix: Nous voulons Crosbie.

M. le Président: A l'ordre. Je suis dans une situation très délicate.

M. Crosbie: Nous le sommes tous.

M. le Président: Les députés désirent-ils entendre ou non les réponses aux questions qu'ils ont posées?

M. Rossi: Il n'y a pas de réponses.

Des voix: Pas de réponses.

M. le Président: Si les députés . . . merci. La parole est au député d'Oshawa.

LA POLITIQUE FISCALE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président . . .

M. Ouellet: Le voilà sorti du pétrin!

M. Broadbent: . . . j'ai une question à poser au premier ministre, qui se fait du souci au sujet des argentiers libéraux du Sénat. Je suis persuadé que ses inquiétudes peuvent se résoudre comme je le vois. Ce qui l'ennuie, c'est qu'il y a encore plus d'argentiers libéraux au Sénat que d'argentiers conservateurs. Mais je suis persuadé qu'il va y mettre bon ordre très bientôt. S'il veut une motion d'abolition du Sénat, nous l'adopterons en 24 heures pour son compte.

• (1430)

La question que j'ai à poser au premier ministre concerne les déclarations contradictoires faites par deux ministres hier, l'une à la Chambre et l'autre à l'extérieur.

A la Chambre, le ministre des Finances a dit clairement que le gouvernement songeait à frapper d'un impôt spécial certains programmes sociaux. En dehors de la Chambre, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a écarté expressément cette approche hier après-midi. Non, a-t-il dit, le gouvernement envisage à la place un relèvement général des impôts sur le revenu.

Va-t-il jeter un peu de lumière sur cette salade-là? Quelle est la politique fiscale de son gouvernement à propos des programmes sociaux?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, à propos de salade j'ai lu à la page 1343 du harnard que le chef du NPD disait hier que son parti:

. . . veut depuis des années que toutes les formes de revenus soient imposables.

Je suppose que cela veut dire les allocations aux anciens combattants, les gains en capital réalisés à la vente des résidences principales, les indemnités des caisses dentaires versées au personnel, les indemnités d'assurance vie, les indemnités de grève, le loyer imputé. Voilà ce que le NPD veut faire à la politique sociale canadienne, et j'ai l'honneur de vous dire que nous sommes contre cela, pas seulement aujourd'hui mais tous les jours de l'année. Cela tuerait les agriculteurs et les petits hommes d'affaires.

Les réponses se trouvent au programme. Comme l'a expliqué mon honorable ami, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social avait été interrogé par un journaliste de Radio-Canada et il a répondu partiellement à une question conjecturale. Je pense que les réponses se trouvent énoncées et pleinement développées, de façon à mon avis équitable et honorable, dans le document publié le 8 novembre par mon honorable ami le ministre des Finances.

Je puis vous dire qu'on ne trouve nulle part dans ce document cette espèce de fiscalité pernicieuse que prône la députée de Vancouver-Est et qu'a définie hier le chef du NPD. Cela tuerait les petits hommes d'affaires, les agriculteurs et les Canadiens moyens. Nous refusons de vous suivre sur ce terrain.

Des voix: Bravo!